

l'Espagne dans la crise:

**Le reflux du mouvement ouvrier ,
La crise de la C.N.T., La question basque.**

Ce texte ne prétend pas être une analyse globale et en profondeur de la société espagnole aujourd'hui. Ecrites à partir d'observations, de discussions, de contacts et autres sources, les pages suivantes restent très informatives et événementielles, même si on y trouve, forcément, des considérations politiques plus générales, sur le sens des luttes ouvrières, la fonction du syndicalisme moderne, le contenu des mouvements nationalistes.

L'intention est, avant tout, de fournir des éléments critiques pour les débats en cours sur la CNT ou encore sur le rôle des organisations nationalistes basques. C'est pourquoi nous avons organisé le texte en trois parties séparées, choix discutable mais qui facilite l'organisation des informations.

Cet article a été aussi lu par des camarades, à Paris et à Barcelone, qui ont apporté des critiques et des corrections. Quelques-unes y ont été intégrées, d'autres figurent en annexe à la fin de chaque chapitre. A travers cet échange, un désaccord de fond s'est manifesté concernant l'analyse de la phase actuelle des luttes ouvrières en Espagne. Selon des camarades, il serait faux de parler d'un reflux actuel dans le mouvement ouvrier dans la mesure où celui-ci n'a jamais, dans le passé, débordé, par ses contenus, le cadre réformiste et syndicaliste. Comme il ressort de ce que nous écrivons dans le texte, nous pensons au contraire que dans les luttes de la période post-franquiste, sont apparues des formes d'organisation, d'action et de représentation dont le contenu était potentiellement nouveau et en contradiction avec les principes collaborationnistes, élitistes et bourgeois du vieux mouvement ouvrier.

Paris, novembre 1979

1. Le reflux du mouvement ouvrier

La situation de classe en Espagne est aujourd'hui très différente de celle qu'on a pu vivre dans les premières années de l'après-franquisme. Le mouvement de grèves de 1976, caractérisé par une forte combativité, une solidarité de classe et une capacité d'organisation autonome - dont la grève insurrectionnelle de Vitoria reste le moment le plus radical - n'a pas eu de suites (1). Depuis, les mécanismes intégrateurs du système démocratique n'ont cessé d'agir sur les luttes ouvrières les affaiblissant et éliminant en elles toute virtualité radicale. On aurait pu penser qu'un mouvement de classe d'une telle ampleur pouvait constituer un pôle nouveau dans la lutte de classe au niveau européen après le reflux des luttes italiennes. C'était là sous-estimer, d'une part, la capacité intégratrice de la démocratie naissante et, en particulier, de ses instruments syndicaux, et d'autre part, le poids de l'inexpérience d'une classe ouvrière en majorité d'origine rurale récente et dont la méfiance envers le syndicalisme relevait de la haine contre le syndicat corporatiste vertical de Franco, plutôt que d'une critique consciente et expérimentée des syndicats modernes, dont elle ignorait finalement le fonctionnement. C'était croire, enfin, que les buts des masses ouvrières en lutte pouvaient se développer et se radicaliser au-delà des simples changements politiques (démocratie ou dictature) déclenchant ainsi un affrontement de classe avec une dynamique politique autonome.

Deux ans après on peut constater aujourd'hui que la classe dominante a réussi à calmer, sur le terrain de la production, la révolte sauvage des premiers temps et, surtout à la canaliser dans le jeu des rapports négociables entre les classes dont le pacte de la Moncloa a été l'expression institutionnelle. La crise économique aidant, la majorité des travailleurs espagnols se sont "civilisés", sont devenus plus "responsables", plus confiants envers leurs syndicats. De leur côté les syndicats ont consolidé leurs appareils et assument mieux leur rôle dans la gestion et la discussion du prix de la force de travail, ceci dans le cadre juridique et légal que la démocratie représentative bourgeoise établi et défini peu à peu.

On sait que dans ses luttes de l'après-franquisme le mouvement ouvrier espagnol a mis au centre de ses objectifs la question de la représentativité, de la délégation de pouvoir, se battant pour une forme d'organisation capable de faire mûrir et de contrôler cette démocratie directe. Ce fut, avec toutes ses ambiguïtés et faiblesses (2), le mouvement pour les Assemblées, lequel résume bien le contenu politique de cette période des luttes. La référence au mouvement des Assemblées, le recours à cette forme d'organisation, reste encore aujourd'hui l'acquis le plus radical dans l'expérience récente des travailleurs espagnols. Il est clair que ce mouvement représentait de façon confuse mais tendancielle, d'émergence de principes politiques nouveaux, allant à l'encontre des pratiques du vieux mouvement ouvrier. Voilà ce qui n'a pas échappé non plus aux forces politiques et syndicales traditionnelles. Celles-ci après avoir toléré, malgré elles, le mouvement des Assemblées, ont attendu le moment propice pour contre-attaquer et rayer des pratiques d'usine toute tendance à la démocratie directe, de base. Fortement soutenus par la bourgeoisie, les forces politiques et l'Etat, les syndicats majoritaires, CCOO et UGT (+) ont progressivement réussi à remplacer l'activité des Assemblées par l'action syndicale tout court. La législation suivant les rapports de force entre les classes, les syndicats ont été finalement reconnus comme les négociateurs uniques et privilégiés dans le cadre des conventions collectives. Celles-ci imposant, d'un autre côté, le rythme de la lutte revendicative. Certes, si cela a été possible, c'est avant tout parce que, passés les premiers moments de révolte et les velléités de changer non seulement le régime mais aussi leur condition, les travailleurs se sont soumis. Il reste, ici et là, des rebelles, qui, tout en acceptant le cadre légal et réglementé du marchandage revendicatif avec la classe capitaliste, exigent néanmoins que seuls des délégués élus et révocables par la base soient chargés de mener cette discussion avec le patronat. La grève de la Roca en 1977 et, plus récemment, celle de la Fasa-Renault à Valladolid, en février 1979, sont des exemples de cette détermination. Mais, ni le patronat, ni l'Etat, ni même les syndicats, ne pouvaient accepter une distorsion du fonctionnement normal des rapports capital-travail. Cela signifierait accepter, sur le terrain de la production, le refus du principe fondamental de la démocratie bourgeoise, celui de la délégation permanente de pouvoir à des spécialistes. La question des négociations sur le prix de la force de travail en tant qu'activité privilégiée et réservée aux syndicats, la nécessité de faire accepter cette idée à des travailleurs "inexpérimentés", voilà donc le noeud de la question sociale dans l'Espagne post-franquiste. Les désaccords apparus entre socialistes et communistes lors de l'institutionnalisation du Statut des travailleurs (approuvé le 20 décembre 1979 par le Parlement) ne mettent nullement en question cette fonction du syndicalisme moderne; ils concernent seulement son application pratique, les socialistes défendant les sections syndicales d'entreprise comme les interlocuteurs dans les négociations avec le patronat, alors que les communistes veulent que ce rôle soit joué par les Comités d'entreprise, contrôlés en majorité par les Commissions ouvrières.

De même, c'est sur ce terrain que les petites organisations syndicales marginales, les CSUT et SU maoïstes et surtout la CNT, vont trouver leurs limites. Tant que les luttes primaient par leur dynamique nonsyndicale, s'organisaient sur la base des assemblées et refusaient la politique du compromis entre les classes, beaucoup de prolétaires en sont venus à s'identifier facilement à ces petites organisations syndicales qui faisaient de la surenchère politique et occupaient un espace à la gauche des CCOO, de l'UGT et de l'USO. Dans le cas de la CNT cette attirance était nécessairement renforcée par sa tradition et sa renommée historique à laquelle venait s'ajouter le fait qu'elle a su mieux coller aux mouvements et désirs de la base ouvrière - alors que les maoïstes n'avaient qu'un comportement singé de celui des grands syndicats. Mais dès que le capitalisme a imposé les termes du jeu négociateur dans la discussion du prix de la force de travail, il ne leur restait plus, à ces mini-syndicats, que le choix entre s'adapter ou alors abandonner. La première échéance fut celle des élections aux Comités d'entreprise. Alors que les petits syndicats maoïstes n'hésitèrent pas un instant à y participer - obtenant d'ailleurs des résultats assez encourageants dans des régions comme l'Andalousie - la décision fut plus difficile pour la CNT où on discutait fortement sur le sens intégrateur d'une telle participation, sans pour autant faire face à l'ambiguïté d'une situation déjà intenable: celle d'un syndicat qui ne voulait pas faire du syndicalisme ! Dans sa zone de plus forte implantation ouvrière, la Catalogne, le mot d'ordre finalement adopté de boycott des élections fut diversement suivi, et il y a eu des usines où la CNT est finalement entrée majoritairement au comité d'entreprise. Jusqu'à ce moment, la CNT cachait l'ambiguïté de sa position derrière un soutien aux assemblées d'usine, non sans provoquer des conflits internes, car déjà des puristes anars criaient aux "infiltrés marxistes" qui, selon eux voulaient ainsi se passer de l'organisation anarcho-syndicaliste en mettant tout l'accent sur les assemblées (3).

Les difficultés naissent à partir du moment où, avec ou sans la caution des assemblées, il s'agit de signer les conventions collectives, de négocier avec le patronat, même à partir de grèves isolées. Deux conflits dans la région de Barcelone à la fin de 1978, celui des employés des stations-service et celui des entrepôts de marchandises, vont mettre en évidence la faiblesse de ces petites organisations et leur inévitable acceptation des règles du syndicalisme moderne. Dans la première grève, la CNT, majoritaire, est dès le départ forcée de se battre pour défendre les avantages acquis à l'occasion du renouvellement d'une convention régionale dont les patrons ne veulent plus entendre parler. Malgré une forte combativité et une participation massive et directe de la base, le mouvement se termine sur un échec total, avec le licenciement d'un nombre important d'ouvriers combattifs (4). Les maigres possibilités d'action des petites organisations syndicales apparaissent encore plus clairement dans la grève des entrepôts. Ici, et malgré une participation active dans le comité de grève, la CNT et le syndicat maoïste CSUT se voient écartés de la table des négociations, réservée aux CCOO et à l'UGT, ceci conformément à la loi syndicale récemment votée au parlement et qui veut que les négociations soient menées par les seuls syndicats

représentant au moins 10% des travailleurs d'une entreprise. La question, que se posaient les membres de la CNT, de savoir si oui ou non, on devait s'intégrer dans le processus de négociation avec le patronat, apparaît donc vide de sens, car c'est la classe bourgeoise elle-même qui impose les règles et choisit ses partenaires.



Actuellement, la situation de classe en Espagne se caractérise donc par une maîtrise progressive des deux syndicats majoritaires, CCOO et UGT, sur l'ensemble du mouvement ouvrier. L'analyse suivante résume bien la tendance. " Pendant toute l'année 1978, les conflits se placent sans ambiguïté - et sans qu'il y ait à signaler des conflits non contrôlés par les syndicats - à l'intérieur du marché capitaliste du travail, sans qu'on puisse parler d'un seul accord sur les salaires qui dépasse de façon significative les limites imposés par les accords de la Moncloa. Les organisations syndicales majoritaires, agissent comme mécanisme du marché capitaliste du travail, et les centrales minoritaires, bien qu'elles n'aient pas accepté ces accords, n'ont d'autre solution que de s'ajuster à la politique salariale des majoritaires, quitte à marquer leur présence dans des secteurs marginaux comme celui des salariés agricoles andalous au chômage ou chez les employés des stations-service, secteurs dont l'attitude ne réussit pas à briser le comportement "discipliné" de l'ensemble des travailleurs (...). La tendance de 1977 se voit confirmée en 1978, les pratiques ouvrières restent déterminées par les mécanismes syndicaux et politiques, intégrées dans le système capitaliste à travers la participation démocratique formelle (5)". Ceci ne veut nullement dire que les prolétaires espagnols soient devenus des partisans actifs et fidèles des organisations syndicales. Le taux de syndicalisation reste assez faible, de l'ordre de 20%, et l'appartenance syndicale est encore assez peu fixée et ancrée dans la mentalité ouvrière. Il est assez commun que des groupes d'ouvriers, ou même des ateliers entiers, changent d'appartenance syndicale selon les intérêts du moment. Il n'en reste pas moins que les CCOO et l'UGT, et l'USO dans une moindre mesure, sont aujourd'hui les interlocuteurs uniques et privilégiés de la bourgeoisie et de son gouvernement. La majorité des ouvriers acceptent passivement que ces organisations s'occupent de la discussion du prix de leur force de travail et pour ce qui est des différents aspects de la gestion des services nécessaires à la reproduction de cette même force de travail (vacances, assurances sociales, etc).

Les problèmes que le capitalisme espagnol rencontre dans le cadre de la crise mondiale (6) ne sont pas sans avoir des conséquences sur la tâche intégratrice des syndicats qui se trouve ainsi en difficulté et mise à nu. Les grèves sauvages spontanées sont aujourd'hui chose nouvelle mais non rare dans la société espagnole. Prenons comme exemple le mouvement qui a éclaté en mai 1979 dans les grands ateliers de la RENFE à Madrid (7). La grève sauvage s'est déclarée contre l'attitude attentiste, conciliatrice et manipulatrice des syndicats envers un patronat qui refusait d'appliquer, depuis deux ans,

des conventions collectives pourtant signées paritairement, ceci en invoquant les difficultés de l'économie nationale. S'organisant immédiatement en assemblée, les travailleurs ont manifesté leur opposition à la politique de "sacrifices nationaux" défendue par les syndicats, ce qui a provoqué de la part de ces derniers une réaction de rage et la dénonciation publique des ouvriers considérés comme les plus insoumis et révoltés et même de ceux qui ne travaillent pas assez!

Les pratiques d'action directe, le recours à l'Assemblée comme tentative de briser le contrôle syndical, restent donc vivaces chez les prolétaires espagnols. Seulement, aujourd'hui, elles s'expriment dans des circonstances toutes nouvelles, non plus dans une situation de quasi-absence syndicale, mais à un moment où les "nouveaux" syndicats sont installés et jouent pleinement leur rôle. C'est pourquoi toute détermination de la part des travailleurs à s'engager dans des formes d'action directe et contre l'avis de leurs chefs syndicaux a maintenant beaucoup plus de signification et de portée. En l'espace de deux ans, les prolétaires espagnols ont donc parcouru, à une vitesse accélérée, les étapes de la conscience ouvrière, de l'espoir et de la confiance de celui qui se bat pour une organisation qu'il croit lui être indispensables dans la lutte contre le capitalisme, à la révolte et à la frustration de celui qui découvre l'essence collaborationniste de ces mêmes organisations, capables d'aller jusqu'à des pratiques de délation et de répression ouverte. Si besoin était, l'exemple espagnol montre, une fois de plus, que les syndicats ne peuvent être aujourd'hui que des organisations dont la fonction est, d'abord et avant tout, de "rendre possible l'existence de la classe ouvrière" au sein du système. En effet, "le développement de la puissance des syndicats permet une normalisation du capitalisme: une certaine norme d'exploitation est universellement établie (8)". En remplissant ce rôle au sein du système, "le mouvement syndical en devient lui même un élément constitutif (9)".

En Espagne le processus de mise en place et de consolidation de la forme démocratique de la domination du capital impliquait nécessairement l'instauration d'un syndicalisme de type moderne. Ce qui se passe aujourd'hui dans les usines, bureaux, chantiers et ateliers, les pratiques franches de collaboration des syndicats avec le patronat, ne constituent nullement une déviation, une trahison de tel ou tel dirigeant ou délégué sorti du rang; tout au contraire, on n'assiste là qu'à l'épanouissement même de la fonction du syndicalisme, sa raison d'être.

"Les syndicats sont maintenant des organisations géantes dont la place est reconnue dans la société. Leur position est réglementée par la loi et les accords qu'ils passent reçoivent force légale pour toute une industrie. Leurs chefs aspirent à faire partie du pouvoir qui détermine les conditions de travail. Ils forment l'appareil grâce auquel le capitalisme monopoliste impose ses conditions à la classe ouvrière. Pour le Capital, désormais tout-puissant, il est plus profitable en temps normal de déguiser son hégémonie sous des formes démocratiques et constitutionnelles que de la montrer sous la forme, directe et brutale, de la dictature. Les conditions de travail

qui lui paraissent convenir aux ouvriers seront respectées bien plus facilement sous la forme d'accords conclus par les syndicats que sous la forme de "diktats" imposés avec arrogance. Tout d'abord, parce qu'on laisse aux travailleurs l'illusion qu'ils sont maîtres de leurs propres intérêts; ensuite, parce que tout ce qui lie les ouvriers aux syndicats (ces organisations qu'ils ont créés eux-mêmes, pour lesquelles ils ont consenti tant de sacrifices, mené tant de luttes, dépensé tant d'enthousiasme), bref, tout ce qui rend les syndicats chers à leur cœur, voilà justement ce qui rend les travailleurs dociles aux volontés de leurs maîtres (10)".

(1) Voir à ce propos : Jorge, « Espagne : émergence de tendances révolutionnaires en milieu ouvrier ». *Spartacus*, juin-juillet 1977, n° 6.

(2) Les formes d'organisation comme l'Assemblée ne constituent nullement une garantie contre la manipulation partidaria ou syndicale. Elles n'impliquent pas forcément une pratique de démocratie directe, même si elles sont la condition nécessaire à son affirmation. Ce fut souvent le cas en Espagne. Voir à ce propos : « L'eurocommunisme espagnol et les luttes de classe », *Spartacus*, nov.-déc. 1977, n° 7.

* CCOO : Comisiones Obreras, le syndicat communiste majoritaire. UGT : Union General de los Trabajadores, syndicat socialiste lié au PSOE.

(3) Voir à ce propos : « La CNT et l'autonomie », *Spartacus*, mai-juin 1978.

(4) Pour une description de cette grève, voir le n° 17 d'*Echanges*.

(5) Ignacio F. de Castro, « Las luchas obreras en el cambio ». *Transición*, n° 7, avril 1979.

(6) La stagnation du capitalisme espagnol est, comme partout ailleurs, caractérisée par une crise profonde de l'investissement privé (en recul depuis quatre ans selon l'OCDE). Des secteurs entiers sont en crise, jetant au chômage une masse sans cesse grandissante de travailleurs (le taux de chômage officiel est de 8%). Le taux d'inflation dépasse les 15%. Dans les régions de grande propriété comme l'Andalousie, le taux de chômage des salariés agricoles est très élevé et la misère s'installe et augmente dans les villages.

(7) Informations fournies par un camarade travaillant à la RENFE (société nationale des chemins de fer), Madrid.

(8) A. Pannekoek, *Les Conseils ouvriers*, chap. 1, livre II. Ed. Belibaste, Paris 1974, p. 147.

(9) A. Pannekoek, *Révolution mondiale et tactique communiste*, cité par H. Gorter, *Lettre ouverte au camarade Lénine*, *Spartacus*, 1979.

(10) A. Pannekoek, *Les Conseils ouvriers*, op. cit., p. 149-150.

2. La C.N.T. en crise

La reconstruction de la CNT, sa présence réelle dans les luttes et parmi le noyau catalan du prolétariat espagnol (1), est devenue, depuis 1976, l'objet d'analyses et d'interprétations diverses. Chez beaucoup de libertaires de formation anarchiste, cette renaissance a été accueillie de façon triomphaliste, en même temps qu'on fondait sur elle l'espoir d'un renouveau du courant syndicaliste révolutionnaire à l'échelle européenne (2). Or, aujourd'hui, la CNT est traversée par une crise interne décisive. Décisive dans le sens que la phase actuelle marque de toute façon la fin d'une courte période (1976-78) pendant laquelle la CNT a pu prétendre à une implantation ouvrière réelle parmi les franges minoritaires du prolétariat qui cherchaient une voie nouvelle, indépendante des tactiques partidaires et syndicales, capable de porter la lutte de classes à un niveau supérieur de radicalité. Il est fort probable que parmi ceux qui s'étaient sentimentalement lancés dans l'idolâtrie de la CNT une majorité choisit maintenant le silence tactique devant la période de décomposition qui s'ouvre. Nous pensons, au contraire, que le fait que cette crise éclate justement sur la question du contenu de l'activité syndicale, des possibilités et limites d'un projet anarcho-syndicaliste dans une société moderne, constitue une raison suffisante pour qu'on en discute parmi ces minorités qui s'intéressent aux problèmes de l'action subversive anti-capitaliste.

Pour comprendre l'enjeu actuel au sein de la Confédération, les positions en présence et les questions en débat, il est indispensable de revenir brièvement sur le déroulement des faits.

Dans une première phase, qui va jusqu'au milieu de 1977, la CNT grandit rapidement. En juillet 1977 elle avait déjà environ 160 000 membres, dont plus de 60% payaient des cotisations (3). Parmi les tendances qui commençaient déjà à l'époque à s'affirmer, il y avait celle des anarchistes "purs", comme on les appellera plus tard, celle des anarcho-syndicalistes qui représentaient plutôt la base ouvrière en croissance et, enfin, les "historiques", de l'exil, divisés eux entre ceux liés à la bureaucratie ayant participé au régime et aux gouvernements républicains de 36-39 (Montseny) et ceux critiques de cette collaboration (4). Pendant cette période viennent à la CNT un nombre important de militants ouvriers et révolutionnaires en rupture avec les conceptions léninistes, eurocommunistes ou staliniennes, lesquels ne se considèrent nullement comme des "anarchistes". En août 1978 ont lieu à Barcelone les "Journées libertaires" qui attirent plus de 100 000 personnes et pendant lesquelles les premières dissensions se manifestent entre les tendances en présence. Les anarcho-syndicalistes considèrent que ces journées ont été surtout

dominées par les thèmes "marginiaux", alors que les questions concernant plus directement les travailleurs ont à peine été abordées, sinon escamotées. Ils reprochent en plus aux "purs" une irresponsabilité en matière d'organisation qui se traduit par l'énorme déficit financier des "Journées". Cette tendance se lie du reste de plus en plus avec le milieu marginal de Barcelone, les "pasotas" (5). De leur côté les anarcho-syndicalistes, forts de leur implantation ouvrière et du contrôle de la majorité des branches syndicales en Catalogne, prennent alors le contrôle du comité régional et du comité national et s'engagent dans une ligne plus syndicaliste, de participation aux grèves ouvrières. Le débat s'échauffera à nouveau avec l'échéance des élections syndicales et le problème de la signature des conventions collectives. Les "purs" reprochent aux "syndicalistes" leur ambiguïté sur ces questions et la participation de quelques uns de leurs membres aux élections. Luis A. Edo, le porte-parole des "purs" accuse les "anarcho-syndicalistes" : "d'être des partisans d'un syndicalisme moderne, d'un syndicalisme d'entreprise, des conventions collectives"; d'être enfin, "les sociaux-démocrates de la CNT" (6). Ce courant voit, justement, dans la ligne syndicaliste le danger d'intégration de la CNT dans le processus régulateur des rapports capital-travail. Mais les "purs" sont incapables d'opposer à cette position une critique cohérente des principes et des fondements même du syndicalisme dans le capitalisme moderne. Tout d'abord ils ne contestent pas la forme d'organisation syndicale qui est celle de la CNT, ensuite il n'est nullement question pour eux de se passer d'une pratique syndicale. Aux anarcho-syndicalistes qui les interrogent : "Que proposez-vous à la place de la participation à la négociation des conventions collectives ?", les "purs" - prisonniers de la même logique syndicaliste - répondent par un vague projet de "lutte globale en dehors des limites des conventions et pour des revendications de toujours, telles que la durée du temps de travail, le chômage, la retraite et la sécurité sociale" (7). La confusion est totale ! En quoi un tel projet diffère-t-il de celui des anarcho-syndicalistes, en quoi et comment pourrait-il être mené en dehors de l'action syndicale traditionnelle ? Sans parler du fait que la CNT est, sur ce terrain, en concurrence désavantageuse avec les grands syndicats légitimisés déjà par la classe capitaliste. Toute organisation, si petite soit-elle, qui s'engage, sur le terrain de la production, dans la gestion des divers aspects du prix de la force de travail, est, nécessairement, piégée par les dangers intégrateurs du syndicalisme. De façon superficielle on peut penser que le problème n'est pas nouveau au sein de la CNT, où, déjà dans les années 30, une forte tendance anarcho-syndicaliste, les "trentistes" ou "possibilistes libertaires" (Peiro, Pestana) avaient essayé en Catalogne d'engager l'organisation dans le chemin du syndicalisme négociateur et "responsable". Cette ligne avait été battue par les "FAIstes" lors du Congrès de Saragosa (mai 36). Tout cela s'était néanmoins passé dans des conditions historiques tout à fait différentes de celles d'aujourd'hui et c'est là le point essentiel.

Mais, incapables d'aborder ainsi la question, les "purs" étaient forcément poussés à chercher chez "des éléments extérieurs à l'anarchisme" les coupables des maux de la CNT. C'est ainsi qu'on découvre, petit à petit, la présence dangereuse de "marxistes infiltrés". Ce sont eux qu'on accuse de former une organisation parallèle à l'intérieur de la CNT, ayant comme objectif d'y prendre le pouvoir. Partout où les "purs" sont majoritaires les expulsions ne se font pas attendre souvent à l'aide de manoeuvres bureaucratiques. On annonce finalement avoir découvert que l'organisation marxiste parallèle contrôlait déjà le Comité régional de Catalogne et son journal Solidaridad Obrera (Solí), lequel ouvre ses colonnes à "des gens de formation marxiste (8)". L'amalgame sectaire est vite fait entre ces deux affaires, celui des "marxistes infiltrés" et celui de la tendance anarcho-syndicaliste qui vient de s'organiser en groupes d'affinités. Il est vrai que des militants de divers groupes d'orientation marxiste existants dans les années 60-70 sont venus s'intégrer dans la CNT. Il est aussi vrai que quelques uns de ces militants, marqués par leur passé, agissaient au sein de la CNT ayant comme but le pouvoir au sommet de l'organisation. Ils n'ont fait en cela qu'imiter les pratiques classiques de la FAI au sein de la Confédération (9). Le fait est, qu'en janvier 1978 le conflit entre les tendances en présence s'est aggravé à la suite de l'attentat du théâtre Scala de Barcelone (10). Les anarcho-syndicalistes n'hésitent pas à accuser des membres d'une des tendances de la FAI (liés à des "historiques" de l'exil) de l'avoir commis dans le but de déclencher une stratégie de la répression obligeant la CNT à se radicaliser !? (11).

C'est avec un tel scénario, aux péripéties plus proches du roman policier que de la lutte de classe, que les alliances se sont renversées, les "purs" recevant l'appui des "historiques", contre les "anarcho-syndicalistes". Dernier épisode de ce jeu pour le pouvoir, la mise en minorité, en juin 1979, de la tendance syndicaliste au sein du comité régional de Catalogne et l'expulsion de la rédaction de Solí, tranche en faveur des "purs" et "historiques". Sans trop rentrer dans des spéculations de type politicard, de toute façon sans intérêt, on peut toutefois suggérer que les grands bénéficiaires de ces luttes intestines, ont été ceux de la vieille garde "historique", celle-ci bien entraînée aux manoeuvres d'appareil, s'est servie des "purs" - tout à fait incapables de mener la moindre activité organisationnelle cohérente - afin de limoger les anarcho-syndicalistes.

Bien entendu comme corrolaire de ces luttes intestines, qui s'accompagnent souvent d'affrontements personnels, de sombres magouilles et même d'agressions physiques, le dégoût et la démoralisation s'installent chez les militants de base, surtout parmi les ouvriers, qui quittent en masse l'organisation. Le nombre des membres serait, en été 1979, tombé à un tiers de ce qu'il était en 1977.

Quelles conclusions peut-on tirer de cette situation? Comme il était prévisible dès le départ, la reconstruction d'une force syndicaliste révolutionnaire, ou même anarcho-syndicaliste, est historiquement impossible. Le capitalisme moderne a bien institutionnalisé le syndicalisme, lui attribuant une fonction indispensable dans la gestion et la discussion du prix de la force de travail. Il n'y a pas de syndicalisme possible en dehors de ce cadre, celui de la négociation entre les classes. L'expérience espagnole l'a prouvé une fois de plus à tous ceux qui croyaient voir à la gauche du syndicalisme officiel un espace pour un syndicalisme différent. Ce sont les conséquences pratiques de l'échec de ce projet, les difficultés insurmontables des "anarcho-syndicalistes" à se faire reconnaître comme responsables et représentatifs, qui ont accéléré ce processus de décomposition, les luttes de tendance au sein de la CNT (12). De leur côté l'hétérogène front anti-anarcho-syndicaliste, renferme en lui toute la tragédie de la CNT reconstruite, laquelle ne pouvait plus être un syndicat révolutionnaire, a du mal à être quelque chose d'autre. Incapables de faire une analyse critique de la société moderne autrement qu'en termes moralistes, attachés aux dogmes et aux débats d'un passé révolu, prisonniers d'un anti-marxisme féroce et souvent superficiel - lequel est réduit à l'affrontement Marx-Bakounine -, et qui n'a d'égal que l'anti-anarchisme du marxisme officiel et orthodoxe, la majorité des anars espagnols se trouvent aujourd'hui démunis d'un minimum de principes politiques sans lesquels toute critique est vouée à la superficialité et toute action militante collective ne peut que sombrer dans le plus grand confusionisme (13). Refusant de voir dans le projet même de reconstruction du syndicalisme révolutionnaire, l'origine des maux actuels, ils cherchent avec insistance à vouloir faire croire que cela pourrait être autrement. Aux syndicalistes dits "réformistes" qui s'occuperaient trop, nous explique-t-on, de ce qui se passe dans l'entreprise, les "purs" opposent un projet centré cette fois-ci, non plus sur les lieux de travail, mais sur les formes marginales de dissidence sociale, "ce mouvement, le plus important dans tout le pays, phénomène social non structuré mais qui existe (14)". L'avenir de la CNT est donc dans ce travail de structuration et la Confédération se transformera ainsi en une somme de groupes écologistes, féministes, de prisonniers, etc... Voilà une perspective tout autant corporatiste et réformiste qui ne peut avoir qu'un rapport lointain avec les problèmes que se posaient peut-être mal, les groupes de prolétaires qui étaient venus à la CNT en rupture avec bien des pratiques du passé. Deux mondes !

Voilà ce qui tendrait à montrer que, de la même façon que le marxisme officiel s'oppose aujourd'hui à la lutte d'émancipation des travailleurs et est devenu l'idéologie du salariat d'Etat, l'anarchisme classique est devenu, lui, le support idéologique du réformisme marginaliste, visiblement étranger à tout nouveau problème soulevé dans les luttes des travailleurs contre le mouvement ouvrier institutionnalisé.



(1) Les effectifs catalans de la CNT représentent environ les deux tiers du total des membres de l'organisation. C'est au sein de cette majorité que la crise a éclaté et c'est pourquoi on se référera ici presque exclusivement à l'évolution de la CNT-Catalogne.

(2) C'est ainsi par exemple que l'USI (Union Syndicale Italienne) a été reconstituée en 1978, par des anarcho-syndicalistes animés par l'exemple de la CNT.

(3) Série d'articles d'Alfonso Quinta in *El Pays* (Madrid), avril 1979.

(4) Les tendances dont on parle ici ne correspondent pas à des regroupements sur la base des mêmes principes politiques. Tout au contraire, ces tendances sont constituées par une diversité d'individus et de noyaux avec des positions politiques diverses elles aussi. Les tendances ne se manifestent que dans les affrontements pour le pouvoir au sein de l'organisation.

(5) « Los pasotas » : los que se pasan de todo !, c'est-à-dire ceux qui se foutent de tout, les « j' m'en foutistes ».

(6) L.A. Edo, interview à *Viejo Topo*, Barcelona, mai 1979

(7) L.A. Edo, cité in *Crisis de la CNT*, op. cit.

(8) Parmi eux Santi Soler, ex-militant du disparu MIL (de Puig Antich) qui essayait avec les autres rédacteurs de *Soli* d'ouvrir le journal à un débat dépassant les limites du mouvement anarchiste. Ceci avec un certain succès qui s'est traduit par une diffusion accrue du mensuel pendant l'année 1978 (entre 20 000 et 30 000 exemplaires).

(9) Interrogé à ce propos, L.A. Edo nie qu'il y ait similitude entre l'attitude de la FAI et celle des « marxistes » car, selon lui, la première essaie d'imposer ses idées par un travail « persuasif » alors que les derniers le font par un travail organisationnel. Subtilités politiciennes... (interview, op. cit.)

(10) A la suite d'une manifestation contre le Pacte de la Moncloa organisée par la tendance « anarcho-syndicaliste », un incendie s'est déclaré dans le théâtre provoquant la mort de 4 ouvriers membres de la CNT.

(11) Des précisions dans la brochure des groupes d'affinité anarcho-syndicaliste *Informe sobre la crisis de la CNT en Catalunya*, Barcelona, mai 1979.

(12) La défaite de la grève des employés des stations-service de Barcelone a pesé lourd sur l'échec de ce projet. Néanmoins les anarcho-syndicalistes expulsés de la CNT continuent à considérer comme « évidente » (?) « l'existence d'un espace pour le syndicalisme révolutionnaire » (*Informe...*, op. cit.).

(13) Un bon exemple, en dehors de la question syndicale, ce sont les positions nationalistes « révolutionnaires » et parlementaristes du groupe anarchiste basque *Askatasuna* (voir la troisième partie de ce texte).

(14) L.A. Edo, interview, op. cit.

ANNEXE

Santi Soler, un camarade de Barcelone qui a fait partie de l'équipe rédactionnelle de *Soli* expulsée en mai 1979, ancien militant du MIL, donne ici un condensé de sa position sur "l'affaire des marxistes infiltrés" et sur la brève histoire de la CNT après 1976.

" On ne peut pas parler de "marxistes infiltrés" dans la *Soli* ; on s'était toujours affirmé ouvertement marxistes. (...) Marxistes oui, marxistes infiltrés pas du tout ! On ne s'est jamais déguisé en syndicalistes ou anarcho-syndicalistes pour mieux s'infiltrer... Si on avait un discours marxiste c'était tout naturellement et parce que *Soli* était vraiment autonome et hors du contrôle et de la censure du Comité régional ou national. Mais lorsqu'on parle de "marxistes infiltrés" à la CNT on se réfère au moins à trois types de milieux : les gens qui, avant l'existence de l'actuel CNT, avaient milité dans divers groupuscules gauchistes ; les scissions des anciennes Commissions ouvrières ; enfin, tous ceux qui avaient une formation théorique basée sur une analyse critique et scientifique du capitalisme. (...) En février 1976 on avait le choix entre construire une CNT petite, homogène, simple prolongation de celle de l'extérieur, ou bien alors créer quelque chose d'autre. A tort ou à raison on a opté pour la deuxième voie. On a réuni des délégués de la CNT-extérieur, CNT-intérieur, Etudiants libertaires, Mujeres libres, groupe Syndicalismo, Emancipacion, groupe Berneri, des ex-MIL, le collectif Askatasuna (avec une réelle présence au Pays basque), la tendance de Peirats (Frente Libertario), etc, etc, etc. On pouvait alors se dire anarcho-syndicaliste, ou bien anarcho-communiste, ou encore communiste libertaire. Par contre ce qu'un petit syndicat comme la CNT ne pouvait pas se permettre c'était de changer continuellement de direction, de choix politique. On risquait dans ce cas de disparaître tout simplement.

Donc, en février de 1976 on démarre ainsi ! Mais déjà vers la fin de l'année a lieu un Congrès ou Assemblée pour changer on ne sait pas trop quoi, plus tard, à la veille des Journées libertaires, il y a encore des changements (on pouvait ainsi dire aux visiteurs extérieurs qu'à la CNT on

ouvre un débat chaque fois qu'il y a un problème!); après viennent les périodes de conspirativité interne, finalement l'hystérie, les menaces, les calomnies, les violences et les expulsions.

Les réformistes (15) (si on veut appeler ainsi toute une hétérogénéité de tendances) savaient que la CNT devait avoir une présence dans la rue, qu'ils étaient, eux, incapables de faire sortir Soli, que même si on y écrivait des choses contre leurs positions, ils en tireraient profit et respecteraient l'autonomie de l'équipe rédactionnelle. De leur côté les "purs" (ou les conspirateurs du "front appache") ne pouvaient et ne voulaient pas offrir tout ça. Au contraire ils préféraient par exemple qu'on expulse le groupe Askatasuna, réellement implanté, et qu'on crée à la place un "Comité régional de la CNT d'Espagne au Pays basque" (!), orthodoxe mais sans base réelle. Ceci en Euskadi, alors qu'en Catalogne on s'était toujours appelé "CNT de Catalogne", sans plus...

Bonne ou mauvaise il fallait, soit s'accrocher à la ligne du début (pluraliste et non orthodoxe), soit renoncer. La pureté n'était qu'un mythe sans perspectives, un suicide. Et s'il est vrai que les réformistes gagnaient du terrain, il fallait être capable de les battre avec la force des arguments, l'analyse de la situation, même un changement progressif de stratégie, enfin, il fallait convaincre et non pas vouloir vaincre. Le simple fait que la CNT, Soli, les Comités régionaux et national, le Congrès, soient devenus un champ de bataille, de magouille et de lutte pour un pouvoir fictif, voilà ce qui démontrait que tout ce qu'on avait essayé de ressusciter en février 1976 n'existait plus depuis des décennies, n'était plus qu'un cadavre en voie de décomposition."

S.S., Barcelone, octobre 1979

(15) S.S. se réfère ici aux groupes d'affinité anarcho-syndicaliste.

3. La question basque

La domestication du mouvement ouvrier, la réglementation des luttes revendicatives et la neutralisation des explosions sauvages par la consolidation d'un syndicalisme moderne constituait l'un des objectifs fondamentaux et indispensables à la stabilité du nouveau régime démocratique parlementaire. Avec l'aide précieuse des forces de gauche, la classe dominante espagnole a en effet réussi à faire accepter, sans trop de résistance, les principes de la collaboration des classes, d'abord sur le terrain parlementaire et, ensuite, sur celui plus ingrat de la production.

Remontant déjà aux deux dernières décennies de l'ancien régime, la question basque continue d'apparaître, faute de solution dans le cadre du système, comme un facteur de déstabilisation du pouvoir bourgeois. L'augmentation de l'activité armée et terroriste des groupes nationalistes, les deux ETA, n'est en fait que la manifestation la plus spectaculaire de cette situation (3). Pour mieux le comprendre, il est nécessaire de revenir brièvement sur l'histoire récente des forces politiques à l'oeuvre, leurs rapports avec la situation réelle en Euskadi et leurs projets.

Avec la fin du régime franquiste, on a vu réapparaître au grand jour les forces politiques qui représentent traditionnellement les intérêts de la bourgeoisie nationale basque. Parmi eux le parti nationaliste basque (PNV), vieille organisation patriotique, née au début du siècle et liée depuis toujours aux milieux commerçants, petits-bourgeois, propriétaires et même à quelques secteurs de la bourgeoisie industrielle. Dès ses origines "le nationalisme basque a été l'idéologie du PNV, celle qui lui permis d'établir un contrôle politique stable sur les classes populaires basques, surtout la petite bourgeoisie et paysannerie de Biskalie et du Guipuzcoa" (2). De nos jours, le PNV reste fidèle à ses origines conservatrices et chrétiennes; il garde une base populaire assez forte, organisée en chaque village dans les "baitzokis" (locaux). Force politique centrale en Euskadi c'est du PNV, plus précisément de ses jeunesses qu'est issue, au début des années 50, l'ETA, formée par des étudiants de l'université jésuite de Bilbao (3), déçus du cheminement trop passif et conciliateur du PNV envers l'Etat central espagnol (4). Parallèlement et un peu plus tard ressurgissent les syndicats basques STV et LAB, le premier plus lié aux forces bourgeoises du PNV, alors que le second se situe dans la mouvance de l'ETA.

CEN DO CRI

L'ESPAGNE
DANS LA CRISE

UN "AUTRE"
MOUVEMENT OUVRIER ?